ayant pour but d'unir les diverses parties de notre pays. En vertu de la loi sur les transports, nous avons cédé ces pouvoirs à la Commission. Or, le gouvernement nous demande aujourd'hui de faire exactement la même chose à l'égard d'un certain nombre de pouvoirs et de droits, que nous avons eu le grand tort de céder au gouverneur en conseil. Ce dernier déclare aujourd'hui qu'il n'en veut pas et qu'il va les céder à un organisme désigné, qui réglera ces problèmes à sa manière.

C'est pourquoi nous avons proposé que tous les règlements, ordonnances et décrets édictés en vertu de la loi sur l'aéronautique soient déferés, un an au plus après leur entrée en vigueur, au comité permanent chargé, d'après le Règlement de la Chambre, d'examiner les problèmes de transport. Je signale aux députés que nous ne demandons pas la non-application de ces règlements, ordonnances et décrets, ni l'approbation de la Chambre comme condition de leur validité. Nous disons simplement que tous les règlements et ordonnances devraient être déferés au comité compétent, qui devrait alors les examiner.

Il n'y a pas de doute que 90 ou 95 p. 100 des décrets, ordonnances et règlements ne seront d'aucun intérêt particulier pour le comité. Mais nous voulons que le comité ait le droit de s'y intéresser au cas où on aurait tenté, de l'avis d'un député ou d'un membre du comité, de léser ou de violer les droits de la personne humaine. En l'occurrence, la Chambre doit tenir compte des droits des députés, qui sont ici pour sauvegarder les droits des Canadiens.

• (3.10 p.m.)

C'est à cela que vise l'amendement proposé. Je demande à tous les députés de l'appuyer. La question nous intéresse tous, députés ministériels comme représentants de ce côté-ci de la Chambre. Je demande à tous les députés s'ils sont prêts à renoncer sans conteste à ces droits, en faveur de l'oligarchie, de la bureaucratie. Somme toute, les gouvernements passent, mais les citoyens demeurent. Je ne mets en doute ni la bonne foi, ni le sérieux de ces gens, tout à fait capables de faire honneur à leurs responsabilités. Mais à mon sens, il serait malsain qu'un corps électif comme le nôtre abandonne inutilement et inconsidérément, à l'administration, tous les pouvoirs exigés ici et dans les autres bills. Ce faisant, nous confirmerions le mode d'action

employé jusqu'ici par le gouvernement et continuerions de demander à la Chambre de s'en tenir à cette méthode dans la plupart des mesures législatives que nous serons appelés à examiner d'ici la fin de la session. Je signale aux députés ministériels que leur responsabilité en la matière est plus grande que celle des membres de l'opposition. Mais s'ils sont satisfaits de se décharger en toute quiétude de leurs responsabilités sur le gouvernement, ce sont eux qui devront répondre de leurs actes plus tard. C'est dans cette optique que nous proposons cet amendement et je sollicite la collaboration et l'appui des députés pour le faire adopter.

M. Lewis: Monsieur l'Orateur, le député de Peace River (M. Baldwin) permettrait-il qu'on lui pose une ou deux questions à propos de ses remarques?

M. Baldwin: J'y répondrai de mon mieux au nom du député d'Oxford.

M. Lewis: J'aimerais poser au député deux questions que je condenserais en une pour gagner du temps. D'abord, pourquoi avoir inclus les mots «d'un an à compter de leur entrée en vigueur»? Je pose cette question parce que si les propos du député sont valables, évidemment il devient assez difficile d'annuler les dispositions que le Règlement a mises en vigueur, et si celui-ci est appliqué depuis quelques mois et que certaines procédures conformes à ce règlement ont été établies et que certains usages sont devenus courants, il serait assez difficile de les changer un an plus tard.

Deuxièmement, en l'occurrence, l'amendement prescrit-il vraiment autre chose qu'un renvoi automatique de tout règlement, ordonnance ou instruction au comité permanent des transports et communications? D'après l'amendement, ils seront transmis et étudiés par le comité permanent. Ai-je raison de croire qu'en réalité l'amendement stipule un renvoi automatique au comité de chaque ordonnance, règlement et instruction établis en vertu de la loi? Que le comité veuille ou non en connaître, c'est à lui de décider, mais ils lui sont automatiquement déferés.

M. Baldwin: Sauf erreur, les parrains de l'amendement veulent obtenir que tous les décrets et règlements adoptés soient déferés automatiquement au comité, et sans doute que le comité lui-même prenne, dès le début, l'initiative de les étudier ou qu'il le fasse à la